

Investir dans les industries des forêts tropicales naturelles

Le faible niveau d'investissement dans les entreprises opérant dans les forêts tropicales naturelles limite considérablement la diffusion de l'aménagement forestier durable. Une amélioration est-elle possible?

par Kerstin Canby

Forest Trends
Washington, DC, Etats-Unis

LE SECTEUR DE LA FORESTERIE offre une excellente occasion de montrer comment il est possible d'harmoniser des intérêts essentiellement commerciaux (le marché) et des objectifs de développement et de conservation (le bien public). Au cours de la décennie passée, quelques entreprises du secteur des produits forestiers ont pris des initiatives novatrices dans l'évolution vers la foresterie durable, et leur nombre s'accroît. Les techniques d'exploitation à faible impact, la participation des communautés locales, la certification de la gestion forestière, les groupes d'acheteurs 'verts' et les programmes positifs des gouvernements en matière d'achats, sont tous désormais bien en évidence. La notion selon laquelle il est parfaitement raisonnable du point de vue économique dans le court et le long termes d'envisager la gestion des forêts à des fins multiples, tout en respectant des considérations écologiques, gagne du terrain.

Sans aucun doute, un des problèmes les plus épineux et les moins étudiés freinant l'expansion du secteur de la foresterie durable dans le monde entier vient du fait que l'industrie n'est pas suffisamment intégrée dans les marchés financiers et qu'elle n'a donc pas suffisamment accès aux capitaux privés traditionnels—particulièrement dans les pays en développement, où se trouvent la plupart des forêts tropicales naturelles qui restent dans le monde. De nos jours, la question des capitaux privés est particulièrement critique, étant donné l'écart qui se creuse rapidement entre leurs apports aux pays en développement et les financements du secteur public.

L'économie mondiale représente environ 55 trillions de dollars des Etats-Unis (US\$55.000.000.000.000) par an (produit mondial brut) et continue à se développer. Ne serait-ce qu'aux Etats-Unis, 2,16 mille milliards de dollars sont placés en titres dans des portefeuilles gérés par des professionnels selon une formule ou une autre d'investissement socialement responsable. Il est indispensable de canaliser le pouvoir financier des investissements privés si l'on veut maximiser la contribution du potentiel des forêts bien gérées à l'allègement de la pauvreté, à la protection des services environnementaux et à la croissance économique durable des pays en développement et en transition.

L'importance de l'investissement intérieur

Lorsqu'ils examinent le besoin d'attirer des investissements en faveur du secteur forestier dans les pays en développement, de

nombreux organismes et gouvernements ont tendance à focaliser leur attention sur les grands investisseurs internationaux. Or, les marchés sont en majorité des marchés intérieurs: par exemple, jusqu'à 86% du bois récolté dans l'Amazonie brésilienne est consommé au Brésil, tandis que les exportations de grumes de l'Afrique du Centre et de l'Ouest ne représentent que 20% des 25 millions de m³ récoltés par an. Bien que les pays développés consomment actuellement 70% environ du bois rond industriel, l'écart se rétrécit vu la croissance de la consommation dans les pays en développement: celle-ci a augmenté de 3,2% par an entre 1961 et 1997, alors que dans les pays développés, elle n'a progressé que de 0,6% par an (Victor & Ausubel 2000). Dans le secteur forestier, il serait logique qu'une grande partie des nouveaux investissements privés au plan mondial visent à bénéficier des gains financiers qu'offrent ces nouveaux marchés intérieurs dans les pays en développement, où se situe la majorité des forêts naturelles tropicales de la planète; cela concorderait avec les tendances mondiales illustrant que, si l'investissement direct étranger (FDI) garde son importance dans les pays en développement en tant que source de revenus en devises, de transfert des techniques et des technologies, la majeure partie de l'investissement privé reste néanmoins d'origine intérieure à travers tous les secteurs (Figure 1).

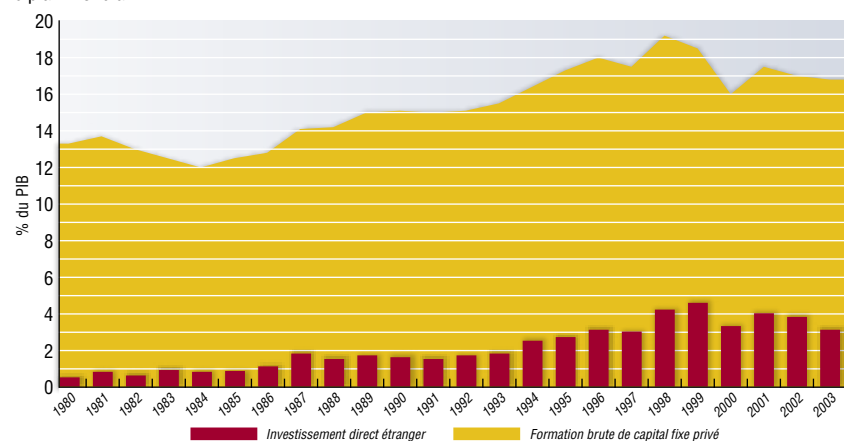
La diversité de l'industrie et l'importance des petites et moyennes entreprises

En particulier dans les pays tropicaux producteurs de l'OIBT, l'industrie liée aux produits forestiers est extrêmement variée. Elle englobe une large gamme des produits, services, sociétés et entrepreneurs, particuliers travaillant à titre privé, petites et moyennes entreprises forestières (les PME—voir à la page 10 la définition pratique de celles-ci et une discussion générale les concernant), entreprises manufacturières locales et les multinationales. Le secteur primaire peut inclure des opérateurs de scie à chaîne ou de petites scieries, ainsi que de grandes sociétés, dont les ventes annuelles pourraient être supérieures au PIB de beaucoup de pays en développement. Ils sont tous en mesure potentiellement d'investir de façon profitable, de créer des emplois et de se développer—contribuant de ce fait à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté. Chaque type d'entreprise (ou option d'investissement) peut être touché d'une manière ou d'une autre par l'évolution des marchés internationaux et intérieurs, aussi bien que par des changements dans les politiques gouvernementales et les conditions générales des affaires et des investissements dans les pays mêmes.

Du fait que la majorité accablante des produits ligneux sont généralement vendus sur les marchés intérieurs, il s'ensuit que la plupart des opérations forestières (à l'exclusion de la pâte et du papier) sont celles de petites et moyennes entreprises. Globalement, les petites et moyennes entreprises représentent un des secteurs industriels qui se développent le plus rapidement dans le monde. Depuis 1995, les PME brésiliennes se sont développées au rythme de 2,8% et 4,7% respectivement par an—beaucoup plus rapidement que les plus grandes entreprises. Et cela, bien qu'elles accusent un taux d'échec de leur chiffre d'affaires plus élevé que celui de plus grandes compagnies, soit à hauteur de 39% dans la première année au Brésil (dans l'ensemble un pourcentage d'échecs plutôt moyen pour des petites et moyennes entreprises; May *et al.* 2003). L'exploitation forestière par les PME au Guyana apporte à la Commission

Étranger contre intérieur

Figure 1: Formation brute de capital fixe privé/investissement direct étranger (% du PIB) sur le plan mondial



Source: Banque mondiale 2004

forestière du pays des recettes presque égales à celles que lui versent les grandes entreprises (Thomas *et al.* 2003). En Chine, plus de 90% de la valeur totale des produits ligneux est engendrée par les PME (Sun & Chen 2003). En raison de leur abondance, les PME emploient un grand nombre d'habitants des zones rurales: on a estimé à l'échelle mondiale que, dans les années 90, 17,4 millions de personnes (en équivalent de travail à temps plein) gagnaient leur vie dans le secteur structuré de la foresterie, des industries du bois, du meuble, de la pâte et du papier, mais que 30 millions étaient employées dans le secteur non structuré composé d'entreprises généralement très petites (Organisation internationale du travail 2001).

Si les PME sont potentiellement susceptibles d'apporter une contribution énorme à l'ensemble des objectifs de développement économique et de réduction de la pauvreté d'un pays, elles doivent cependant faire face également à bien plus de contraintes à la croissance que les plus grandes sociétés ou les multinationales. Les grandes sociétés et les entités internationales ont en commun plusieurs caractéristiques—disposant davantage de possibilités d'affaires et de capitaux, elles ont meilleur accès au capital et peuvent mieux absorber les coûts administratifs fixes, par exemple de permis et licences, les coûts de certification, voire les 'pots de vin'. Les opérations de petite envergure, cependant, sont entravées par:

- **Pisolement social:** possession et gestion locales, sans accès à une structure plus large de règles, compétences et conseil;
- **la vulnérabilité financière:** forte dépendance des ressources financières immédiates des propriétaires, habituellement sans réserves financières substantielles (voir la figure 2);
- **la marginalisation politique:** peu d'influence sur le marché (en raison de leur faible part de marché) et auprès de ceux qui régissent le marché; et
- **l'opportunisme:** déterminé par les besoins immédiats en l'absence de réserves ou d'économie d'échelle pour réaliser la durabilité à long terme (Thomas *et al.* 2003).

De nombreuses petites entreprises—en particulier à base communautaire—n'ont que récemment pu se faire enregistrer et passer du secteur non structuré à une constitution plus structurée. En tant que nouvelles entreprises, elles doivent rapidement acquérir de l'expérience et des ressources afin de se conformer aux règlements en vigueur—et aux critères de qualité exigés par le marché d'exportation. Les plus petites sont confrontées à des contraintes encore plus lourdes si elles veulent pénétrer le marché du bois certifié, à cause des coûts de la certification, de la difficulté à commercialiser de petits volumes de bois certifié, d'accéder aux acheteurs, et de questions relatives à la qualité du produit.

Fonds de roulement provisoires: le besoin oublié

Une grande partie de l'attention prêtée aux besoins d'investissement dans la foresterie s'est concentrée sur l'acquisition d'importants capitaux, peu l'ayant été au financement à court terme nécessaire pour surmonter des problèmes temporaires de trésorerie. Dans l'idéal, les sociétés emploient les avoirs en caisse dont ils disposent sur leurs comptes bancaires pour couvrir les périodes pendant lesquelles leurs coûts excèdent provisoirement leurs recettes ou lorsque des déficits apparaissent en cas de retard dans la réception du produit de leurs ventes. Les entreprises accusant des déficits de trésorerie voient leurs problèmes de

Types d'investissements et d'investisseurs privés

Les marchés financiers développés englobent de nombreux types de prêteurs et d'investisseurs, dont les mécanismes de crédit, prise de participation et services financiers sont extrêmement variés. En revanche, dans les nouveaux marchés de pays tropicaux, un petit nombre seulement de types d'investisseurs et de prêteurs semblent convenir actuellement.

Les investisseurs industriels investissent stratégiquement dans des opérations forestières afin d'utiliser le bois comme matière première pour leurs opérations manufacturières. Ils peuvent constituer des sociétés cotées en bourse lorsque celle-ci permet à des compagnies d'inclure des droits de concession en tant qu'actifs de garantie, leur donnant ainsi accès à de grands marchés financiers. Les opérations peuvent être caractérisées par un fort endettement¹ (voir ci-dessous), ce qui permet à la société de contrôler des actifs forestiers importants en ne risquant que très peu son propre capital.

Les Fonds d'investissement sont en général des actionnaires minoritaires en ce qui concerne les titres négociables (actions et obligations) des compagnies du secteur de la foresterie et des produits forestiers. Il négocie les actions du Fonds avec des investisseurs commerciaux et institutionnels, ce qui exclut leur participation directe dans les entreprises privées non cotées (telles que les intermédiaires et les opérations forestières non structurées).

Les organisations gérant les investissements dans le secteur du bois (TIM) sont des Fonds d'investissement qui gèrent avec soin les actifs des terres forestières au nom d'autres investisseurs, tels que les caisses de pensions et les investisseurs privés fortunés (voir l'article de la page 9).

Les caisses de retraite couvrent les futures pensions de retraite et cherchent donc des capitaux à long terme pour faire coïncider les entrées de capitaux et les obligations à long terme envers les retraités. Les caisses de retraite sont de bonnes options d'investissement dans les terres forestières, mais non dans les nouveaux marchés présentant des risques. Dans le cas de certaines, les directives leur interdisent de posséder des actions cotées en bourses étrangères.

Comme les caisses de retraite, **les fondations et les dotations** ont des horizons d'investissement à long terme ou perpétuels. Elles sont de caractère conservateur et cherchent à maintenir le pouvoir d'achat de leurs portefeuilles et à produire des revenus réguliers pour financer les subventions et les objectifs de mission d'une organisation caritative ou éducative.

Les investisseurs privés de fonds propres mettent à la disposition des entreprises des fonds et des capitaux d'emprunt, bénéficiant de la valorisation de leurs investissements. Ils peuvent acquérir une compagnie, la développer, la vendre ou la coter en bourse, récupérant le principal et dégageant des gains.

Les spécialistes du capital-risque mettent à disposition des fonds et des capitaux d'emprunt, en particulier dans le cas d'entreprises nouvellement créées ayant de bonnes perspectives de croissance et peu accès aux marchés financiers ordinaires. Il peut s'agir de commandités d'une entreprise d'aménagement forestier, d'actionnaires majoritaires, d'associés stratégestes d'une co-entreprise, d'investisseurs privés de fonds propres ou de Fonds de couverture. Comme les investisseurs privés de fonds propres, leur stratégie est habituellement de développer une entreprise, de la vendre ou de la coter en bourse et de bénéficier des gains de capital.

Le marché des investissements socialement responsables (SRI) représente, sur le seul marché financier des Etats-Unis, 2,16 trillions de dollars dont l'utilisation est soumise à une procédure de tri en vue de garantir que les objectifs sont socialement responsables (Forum de l'investissement social 2004). Dans la plupart des cas, les investisseurs SRI éliminent les compagnies qui violent les règles de bonne gouvernance, environnementales et sociales. En ce qui concerne les actifs liés à la foresterie, la certification est l'un des cribles utilisés.

Les prêteurs: les fonds sont destinés à fournir une base de crédit, mais la plupart des opérations ont surtout besoin d'obtenir des fonds de roulement et d'équipement à des conditions raisonnables.

Les banques de financement de projets et commerciales accordent des crédits, des lignes de crédit pour fonds de roulement et crédit-bail d'équipement. Les banques commerciales et autres fournissant des capitaux d'emprunt comptent sur le remboursement de leurs principal et intérêts à partir des revenus et de la marge brute d'autofinancement de l'entreprise; leurs analyses sont donc axées sur la marge brute d'autofinancement de l'entreprise afin de déterminer sa capacité de service de la dette et la probabilité du remboursement. Elles exigent des garanties et titres de nantissement en tant que sources secondaires de remboursement.

Les crédits renouvelables pour équipement servent à faire le joint en cas de déficits de marge brute d'autofinancement et délais des clients. En général, les lignes de crédit bancaire basé sur l'actif permettent jusqu' à 70% de la valeur des factures arriérées du client (sommées à recevoir) et 30% de la valeur des inventus.

Dans les pays tropicaux, les banques évitent souvent tous les acteurs de l'industrie forestière, sauf les plus grandes sociétés. Elles sont cependant parfois disposées à assouplir certaines de leurs exigences moyennant garanties. Les prêts locaux garantis par une banque sont les premières possibilités de financement commercial ouvertes aux entreprises forestières dans la plupart des pays en développement.

Les sociétés de construction et de distribution de matériel: en cas de crédit-bail, le client a le droit d'utiliser les actifs, mais le bailleur en reste le propriétaire. Dans beaucoup d'endroits, le crédit-bail d'équipement finance environ 85% de la valeur du matériel, la société y contribuant 15% en tant que sa participation au capital. Les baux d'équipement sont d'une valeur particulière pour les opérations forestières naissantes ou en expansion car ils permettent un accès au financement à moyen terme basé sur le capital (ce que les banques fournissent rarement dans les pays en développement).

¹*Le levier est le ratio capitaux empruntés-fonds propres d'une entreprise. Le résultat obtenu en divisant l'endettement par les fonds propres est le pourcentage de l'entreprise qui est endetté (ou 'à levier'). Lorsque la dette représente une forte proportion des fonds propres, l'entreprise est alors exposée à des obligations fixes de service de la dette.*

liquidité se transformer en problèmes de solvabilité si elles ne sont pas en mesure de payer des dépenses ou d'enregistrer de nouvelles commandes en attendant d'encaisser le fruit de leur dernière vente. L'incapacité d'accepter des commandes nouvelles ou plus importantes qu'à l'ordinaire est une sérieuse contrainte à la capacité d'expansion d'une entreprise.

Dans les économies où les secteurs bancaires sont plus développés et plus concurrentiels, les banques commerciales sont employées pour faire le joint en cas de déficits de trésorerie ou pour exécuter une grosse commande qui, sinon, devrait être refusée à cause d'un manque de liquidités ou de fonds de roulement. Mais dans les secteurs financiers moins développés, les banques tendent à éviter les opérations de détail à risque et n'accordent pas en général de tels fonds de roulement aux producteurs—en particulier aux PME. Nombreuses sont les banques qui n'acceptent de débloquer des fonds que si l'entreprise possède des biens immobiliers ou toute autre garantie réelle; il est rare de trouver dans les pays en développement des banques prévoyant des lignes de crédit pour fonds de roulement basées sur les ventes et l'inventaire d'une entreprise. Beaucoup de petites entreprises peuvent avoir accès à des fonds en s'adressant à des prêteurs officiels mais, dans ce cas, les taux d'intérêt sont élevés.

Nombreuses sont les banques qui n'acceptent de débloquer des fonds que si l'entreprise possède des biens immobiliers ou toute autre garantie réelle; il est rare de trouver dans les pays en développement des banques prévoyant des lignes de crédit pour fonds de roulement basées sur les ventes et l'inventaire d'une entreprise.

Qui sont les investisseurs internationaux et que recherchent-ils?

A l'aide d'analyses plus ou moins complexes, tous les investisseurs évaluent systématiquement la nature des perspectives d'investissement et les avantages et risques qu'ils perçoivent. Ils identifient les sources de la valeur d'un investissement et les facteurs qui représentent un risque pour la rentabilité et la valeur des actifs. Différents investisseurs mettent l'accent sur différents aspects de l'investissement, et leurs évaluations le reflètent. Les investisseurs directs tels que les groupes industriels et les entreprises de la pâte et du papier considèrent les forêts naturelles comme étant une source de matière première peu coûteuse. Ils ne recherchent pas forcément des bénéfices au niveau de la gestion des forêts mais ils cherchent à se procurer des fibres à bon marché, ce qui leur permet de réaliser des marges plus élevées en aval et de bas prix pour pouvoir maintenir leur marge

Echelle des risques

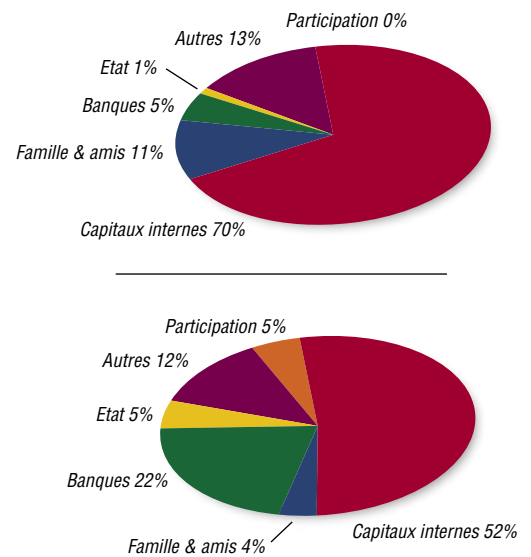
Nombre de pays producteurs de l'OIBT figurant dans chacun des quatre quartiles de deux indices du climat d'investissement mondial (2005)

POURCENTAGE TOUS PAYS	INDICATEURS PAYS-RISQUE d'EUROMONEY (NOTATIONS ORIGINALES)	INDICES DES PERCEPTIONS DE LA CORRUPTION DE LA TRANSPARENCY INTERNATIONAL (NOTATIONS AJUSTEES*)
Premier quartile	0	1 (Malaisie)
Deuxième quartile	14	12
Troisième quartile	9	9
Dernier quartile	10	10

*Y manque la notation ajustée pour le Vanuatu
Adaptation des Indicateurs pays-risque d'Euromoney (2005) et des Indices des perceptions de la corruption de Transparency International

Prêteurs

Figure 2: Sources de financement: petites entreprises (en haut), grandes entreprises (en bas)



Source: Banque mondiale 2004

brute d'autofinancement. Les entreprises liées aux produits forestiers qui émettent des titres s'appuient sur une capitalisation substantielle, une bonne liquidité commerciale, un service de recherche sur les investissements, et une place de longue date sur le marché. Lorsqu'il s'agit d'investissements, la liquidité est un facteur important pour la plupart des investisseurs, en particulier lorsqu'il s'agit d'investissements cycliques. L'encadré décrit les principaux types d'investisseurs et leurs intérêts.

Les investisseurs professionnels procèdent en général systématiquement à l'examen d'un grand nombre de perspectives avant de restreindre progressivement le choix des affaires répondant aux conditions requises ('flux d'affaires'). Ils pèsent le risque par rapport à la rentabilité probable: dans cette terminologie, le risque est simplement l'inverse de la rentabilité et, par conséquent, le ratio risque/rentabilité peut être considéré comme l'opportunité par rapport à la contrainte. Les premiers tris sont rapides et peu coûteux, mais le criblage devient progressivement plus détaillé et coûteux à mesure que d'autres 'idées' émergent du flux d'affaires. On élimine souvent l'investissement dans la foresterie tropicale dans les pays en développement lors du premier tri, simplement parce que les perspectives concernent des pays ayant des contextes d'investissement peu favorables (problèmes de gouvernance, instabilité politique, etc.).

Les facteurs qui influent sur l'investissement peuvent être décomposés en trois niveaux différents de risque/rentabilité.

- 1) Facteurs relatifs au climat d'investissement du pays ('risque-pays' ou 'climat général des affaires'): ici, les investisseurs étudient l'ensemble des facteurs économiques, juridiques, réglementaires, politiques et sociaux susceptibles d'avoir des incidences sur un investissement. La figure 3 montre les principaux facteurs se répercutant sur l'ensemble des investissements privés—dont l'incertitude politique et l'instabilité macro-économique sont généralement les plus importants.

Dans de nombreux pays de forêts tropicales, les avantages de coûts inférieurs de la main-d'oeuvre et des matières premières se sont heurtés à des facteurs liés à un climat d'investissement généralement peu favorable au niveau du pays: coûts supplémentaires d'infrastructure et de télécommunications peu développées, coût élevé de l'argent, pannes d'électricité, dessous de table et autres inefficacités. Les enquêtes sur le climat de l'investissement menées par la Banque mondiale et d'autres enquêtes d'experts ont tenté de quantifier les effets des échecs de gouvernance nationale sur les bilans économiques des entreprises. Les enquêtes sur les entreprises cambodgiennes dans tous les secteurs, par exemple, font ressortir que 18,9% des ventes annuelles non réalisées sont imputables à trois sous-indicateurs seulement: le pourcentage des ventes non réalisées pour cause de corruption, de criminalité et de pannes d'électricité. Pour ces mêmes indicateurs, les enquêtes brésiliennes indiquent des pertes allant jusqu'à 6,6% des ventes et, en Equateur, à 14,4%. Dans les enquêtes d'experts, il est signalé que le nombre de jours requis pour exécuter un contrat au Brésil était de 566 en 2004. Au Guatemala et en République démocratique du Congo, ces chiffres atteignaient 1459 et 909 jours respectivement. Par comparaison, la moyenne dans les pays à revenu élevé est de 280,2 jours, et de 388,3 jours au plan mondial.

Les investisseurs internationaux sont susceptibles de consulter plusieurs des nombreuses analyses d'indicateurs des climats d'investissement publiées par des organisations internationales, des organismes de recherche spécialisés, ou des publications du secteur industriel, telles que les études d'*Euromoney* attribuant des scores de risque aux pays, ainsi que les services d'enquêtes risque-pays de l'*Economist Intelligence Unit*. Ces indices prennent tous en considération des critères comme la gouvernance et la stabilité de la monnaie, la présence d'infrastructures, les niveaux de corruption, la criminalité, l'application de la loi et l'adéquation des systèmes juridiques, en tant que principaux déterminants du contexte des investissements dans un pays particulier. Nombreux sont les pays producteurs de l'OIBT qui n'obtiennent pas un total de scores adéquat (voir le tableau).

2) **Facteurs relatifs à l'industrie forestière ('risque-industrie')**: ces facteurs comprennent la viabilité commerciale et le comportement d'une industrie, la situation de l'offre et de la demande, le niveau de maturité et de croissance de l'industrie,

le degré de concurrence, les changements technologiques et d'autres facteurs susceptibles de se répercuter sur les ventes et les marges des transactions de l'industrie. Ils peuvent se décomposer en risques de l'industrie à l'échelle mondiale et risques de l'industrie à l'échelle du pays. La structure de l'industrie dans un pays, plutôt que le type d'arbres ou de produits, détermine souvent si un portefeuille forestier se développera. Les facteurs principaux incluent une structure claire de la propriété (probablement privée), un lien étroit entre la gestion des forêts et la pénétration du marché, la responsabilité légale nette des effets que peuvent avoir les stratégies d'aménagement forestier (dommages à l'environnement et impact sur les communautés locales), et une évaluation réaliste du capital forestier des entreprises concernées. Il est important de comprendre le rôle que jouent les pouvoirs fédéraux, provinciaux et nationaux dans les plans de développement économique régional ainsi que les perspectives des éventuels changements et mises à jour des réglementations concernant les restrictions d'importation ou d'exportation.

La Chine et l'Inde donnent des exemples frappants des améliorations apportées au contexte national des investissements, lesquelles ont conduit à une croissance économique considérable et stimulé la réduction de la pauvreté.

3) **Facteurs relatifs aux entreprises (et à leur niveau; risque-entreprise)**: l'évaluation ici porte sur différents aspects, à savoir qualité des actifs, stratégie en matière de concurrence, produits, prévisions de croissance, production, commercialisation, gestion, performance opérationnelle et financière et capacités de financement d'une perspective d'investissement. Un des principaux éléments de réussite des investissements de capital à risque réside dans la capacité des entrepreneurs de gérer leurs entreprises avec succès (Moles 2003). Pour attirer l'attention des investisseurs traditionnels, les éventuelles entreprises doivent justifier d'un passé de succès dans leurs opérations, au moins dans les principaux domaines des opérations et des ventes. La bonne gestion est chose rare.

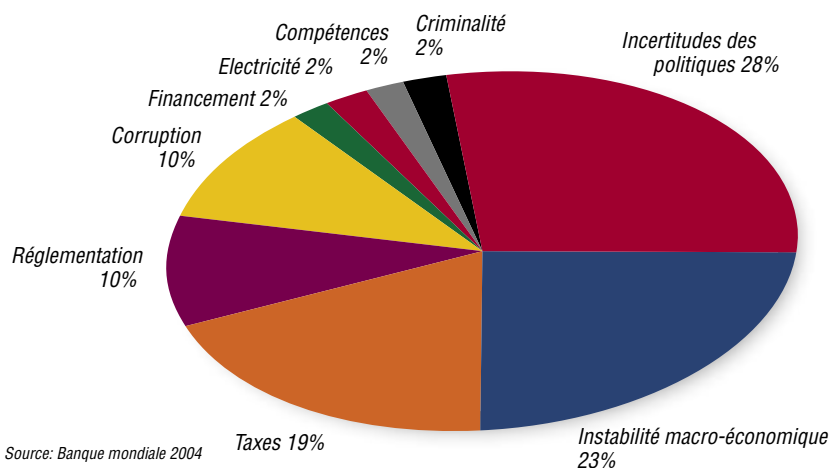
Conclusion

Les gouvernements ont un rôle important à jouer en créant un climat dans lequel les entreprises et les entrepreneurs de tous types qui interviennent dans le domaine des produits forestiers—des micro-entreprises, aux sociétés manufacturières locales et aux multinationales—ont des possibilités d'investir de

façon productive, de créer des emplois et de se développer, contribuant de ce fait à la croissance et à la réduction de la pauvreté. S'il est impossible aux gouvernements de modifier la géographie ou la base de ressources naturelles d'un pays, ils ont cependant beaucoup d'influence sur d'importants facteurs tels que la sécurité des droits de propriété, les régimes de réglementation et de fiscalité (à l'intérieur du pays comme aux frontières), la mise en place d'infrastructures, le

Soucis financiers

Figure 3: Principales inquiétudes conditionnant l'investissement privé dans le monde entier



Source: Banque mondiale 2004

fonctionnement des marchés des finances et du travail, ainsi que sur des questions plus larges de gouvernance telles que la corruption. Les gouvernements sont de plus en plus conscients du fait que leurs politiques et leur comportement jouent un rôle critique dans l'établissement du climat de l'investissement de leurs pays. La Chine et l'Inde donnent des exemples frappants des améliorations apportées au contexte national des investissements, lesquelles ont conduit à une croissance économique considérable et stimulé la réduction de la pauvreté.

Les gouvernements, l'industrie et d'autres membres de la communauté internationale peuvent, de plusieurs manières, encourager l'investissement dans les entreprises liées aux forêts tropicales naturelles, comme décrit ci-dessous.

Plus d'attention doit être prêtée à soutenir la croissance de petites et moyennes entreprises: les agences de développement telles que la Banque mondiale et la Société financière internationale devraient créer des mécanismes pour traiter les obstacles au développement des PME.

Plusieurs institutions d'investissement reconnaissent maintenant l'importance d'une vérification indépendante pour s'assurer que les produits forestiers des pays en développement maintiennent leur crédibilité sur les marchés sensibilisés aux questions touchant l'environnement, particulièrement dans certaines parties de l'Europe.

Rien ne peut remplacer une bonne gouvernance: les gouvernements doivent trouver un équilibre entre les mesures visant non seulement à encourager l'investissement privé et d'autres intérêts plus larges de la société, comme la fixation d'une assiette de l'impôt adéquate pour les programmes de financement du gouvernement (qui apporte aux entreprises des avantages positifs sous forme de développement d'infrastructures ou de programmes éducatifs produisant une main-d'oeuvre qualifiée), mais aussi à sauvegarder les droits environnementaux et sociaux. Les sociétés internationales peuvent travailler de manière plus anticipative avec les gouvernements pour les sensibiliser aux impacts négatifs d'une gouvernance inadéquate. Les détaillants et les institutions financières privées pourraient exiger que les produits bois soient d'origine durable ou légale, aidant ainsi les gouvernements à éliminer le problème de l'exploitation forestière illégale qui compromet les profits des opérations légales.

Il faut une main-d'oeuvre compétente et des marchés du travail: un surcroît de fonds et une technologie moderne n'amélioreront pas une entreprise mal gérée, dont la qualité des produits laisse à désirer, qui ne dispose pas de bonnes filières de vente et qui n'entretient pas de bonnes relations avec les acheteurs. Les gouvernements peuvent encourager la formation d'une main-d'oeuvre compétente par des programmes d'instruction fondamentale et des interventions sur le marché du travail ayant pour effet de promouvoir l'acquisition de meilleures compétences et d'aider les ouvriers à s'adapter aux changements.

Les mécanismes de garantie de l'investissement et des risques qui sont efficaces dans les pays développés doivent être adaptés au contexte des forêts tropicales naturelles: bon nombre des mécanismes d'investissement appliqués dans les pays développés de nos jours ne sont tout simplement pas applicables dans l'industrie dépendant de la forêt tropicale naturelle à cause du risque que présentent les pays à long terme. Il y aurait lieu de soutenir les investisseurs privés responsables par le biais de

programmes de garantie. La Multilateral Investment Guarantee Agency (MIGA) et le Groupe de la Banque mondiale pourraient constituer des Fonds reconnaissant le rôle de l'investissement privé responsable dans le développement économique et social de leurs pays clients et aider ainsi à réduire les primes d'assurance dans le cas des opérations forestières durables.

Stimuler la demande des produits fabriqués en bois issus d'une production responsable: dans le monde de l'entreprise, les méthodes de gestion durable doivent satisfaire à des critères fondamentaux visant à réduire le risque, améliorer les marges et stimuler la croissance. Plusieurs institutions d'investissement reconnaissent maintenant l'importance d'une vérification indépendante pour s'assurer que les produits forestiers des pays en développement maintiennent leur crédibilité sur les marchés sensibilisés aux questions touchant l'environnement, particulièrement dans certaines parties de l'Europe. L'objectif est de stimuler la demande des produits fabriqués en bois originaires d'une production responsable, d'améliorer la gestion et la production des partenaires intéressés, et de promouvoir les opportunités de financement et d'investissement à l'intérieur de la filière d'approvisionnement.

Références

Banque mondiale 2004. *Rapport sur le développement dans le monde 2005: un meilleur climat de l'investissement pour tous*. Washington, DC, Banque mondiale.

May, P., da Vinha, V. & Macqueen, D. 2003. *Small and medium forest enterprise in Brazil*. Grupo de Economia do Meio Ambiente e Desenvolvimento Sustentável, Rio de Janeiro, Brésil et Institut international pour l'environnement et le développement, Londres, Royaume-Uni.

Moles, P. 2003. *Venture capital as a financing tool for conservation: finance lessons learned*. Exposé présenté au Ve Congrès mondial sur les parcs: Sustainable Finance Stream, septembre 2003, Durban, Afrique du Sud.

Organisation internationale du travail 2001. *La dimension sociale et les répercussions sur la main-d'oeuvre de l'évolution des industries de la foresterie et du bois*. Organisation internationale du travail, Genève, Suisse.

Sun, Changjin & Xiaoqian Chen. 2003. *Small and medium forestry enterprises in China: an initial review of sustainability and livelihood issues*. Research Center of Ecological and Environmental Economics, Beijing, Chine et Institut international pour l'environnement et le développement, Londres, Royaume-Uni.

Thomas, R., Macqueen, D., Hawker, Y. & DeMendonca, T. 2003. *Small and medium forest enterprise in Guyana*. Guyana Forestry Commission, Georgetown, Guyana et Institut international pour l'environnement et le développement, Londres, Royaume-Uni.

Victor, D. & Ausubel, J. 2000. *Restoring the forests*. *Foreign Affairs* 79:6, novembre/décembre 2000.

Cet article est adapté d'un exposé préparé sous le même titre par Kerstin Canby et Cary Radiez pour le Forum de l'OIBT sur les investissements dans les forêts tropicales naturelles, tenu à Cancun (Mexique) les 26 et 27 avril 2006. Cet exposé peut être téléchargé du site <http://www.itto.or.jp/live/PageDisplayHandler?pagelid=223&id=1213>